



Rapport trimestriel

Pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002

Bourse

Bourse de Toronto : MB

Actions en circulation

(au 30 septembre 2002)

26 809 111 actions ordinaires

Performance du titre au cours du troisième trimestre de l'exercice 2002

TSX	(\$ CA)
Haut :	20,50 \$
Bas :	16,60 \$
Fermeture :	19,50 \$
Volume moyen :	23 942

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon
1.800.387.0825

Faits saillants financiers

(tous les montants sont en millions de dollars US, à l'exception des montants par action)

	T3 2002	T3 2001
Produits d'exploitation - nets	66,7 \$	51,7 \$
BAIIA	18,0 \$	13,6 \$
Bénéfice net	10,4 \$	6,5 \$
Bénéfice par action		
- De base	0,39 \$	0,33 \$
- Dilué	0,36 \$	ND

Relations avec les investisseurs

Brahm Segal
514.333.3339 poste 434

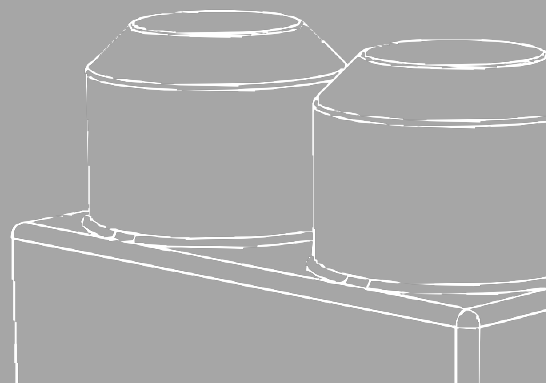
Eric Phaneuf
514.333.3339 poste 745

www.megabloks.com



T3: Rapport trimestriel

Pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002



Aux actionnaires,

Nous sommes heureux de vous faire part des résultats du trimestre terminé le 30 septembre 2002.

Ce trimestre a été marqué par une croissance importante des ventes en Amérique du Nord et des ventes internationales. Comparativement à la même période l'an dernier, les produits d'exploitation nets ont augmenté de 29 %, le bénéfice brut de 31 % et le BAIIA de 32 %. Le bénéfice net pour la période est de 10,4 M\$ comparativement à 6,5 M\$ pour la même période en 2001, soit une amélioration de 61 %. Cette performance a été accomplie malgré l'environnement de vente au détail difficile que nous connaissons, ce qui prouve la justesse de notre stratégie d'offrir le meilleur rapport qualité prix et les plus grandes innovations dans la catégorie des jouets de construction.

Nos nouveaux produits continuent d'alimenter la croissance de notre image de marque. Nous sommes très heureux des premiers résultats des ventes au détail de 30 nouveaux produits que nous avons lancés cette année et nous entamons maintenant notre plus importante campagne de publicité télévisée et de promotion de l'année en vue du temps des fêtes. Nous vous invitons à regarder les annonces des produits DRAGONS^{MC}, GIRLD FRIENDS^{MC} et TRANSFORMING BLOK BOTS^{MC} sur notre site Internet (www.megabloks.com). Nous pensons que notre équipe de création a fait de l'excellent travail.

Depuis le début de l'année, nos opérations en Amérique du Nord sont en croissance de 19 % grâce à une forte performance auprès de nos clients les plus importants et à l'expansion de notre réseau de distribution. À ce jour, nos ventes internationales ont connu une croissance de 57 % principalement en Europe où nous avons augmenté notre force de vente et renforcé nos relations d'affaire avec les principaux détaillants.

Le 11 octobre 2002, la Société a annoncé le dépôt d'un prospectus de base RFPV provisoire auprès des autorités provinciales canadiennes en valeurs mobilières visant la vente d'une partie des actions ordinaires

détenues par certaines compagnies affiliées au groupe Blackstone, l'un des principaux actionnaires de la société. Le président du conseil, Victor J. Bertrand, ne vendra aucune de ses actions dans le cadre de ce placement. Nous vous tiendrons au courant des développements à ce sujet.

Nous désirons souhaiter la bienvenue à Peter T. Main au conseil d'administration; Peter était auparavant vice-président et membre de la haute direction de Nintendo of America. Pendant ses quinze années chez Nintendo, Peter a créé et mis en œuvre un nombre important de programmes de vente et de commercialisation dans le domaine des ventes de logiciels et de matériel informatique en Amérique du Nord et du Sud. Peter remplace Guy Savard de Merrill Lynch Canada Inc., qui pendant plus de six années, a offert ses consciencieux services au conseil d'administration, dont le plus grand a été ses excellents conseils lors du premier appel public à l'épargne de la Société au mois de mai dernier.

Nous sommes très encouragés par notre performance du troisième trimestre et celle de l'année à ce jour qui dépassent nos attentes. Nous nous dirigeons au cœur du quatrième trimestre propulsés par la grande popularité de notre image de marque. Les perspectives pour la saison des fêtes et l'année 2002 demeurent favorables.

Au plaisir de communiquer avec vous prochainement et nous vous souhaitons santé, sécurité et un heureux temps des fêtes.

Marc Bertrand
Président et chef de la direction

Vic Bertrand
Vice-président exécutif
et chef de l'exploitation

Le 28 octobre 2002



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société devrait être lue parallèlement aux états financiers consolidés non vérifiés ainsi qu'aux notes complémentaires pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2002, de même que parallèlement aux états financiers consolidés vérifiés et à l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001, comme il est énoncé dans le prospectus avec supplément RFPV daté du 2 mai 2002. Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les mêmes principes comptables suivis dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2001.

(A moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars US.)

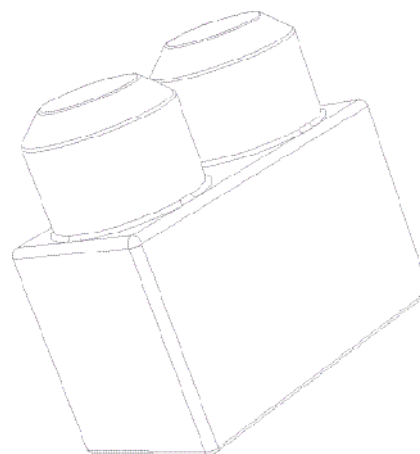
Aperçu

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales en propriété exclusive. Aux fins de présentation, la Société prépare ses états financiers en dollars US, puisqu'il s'agit là de sa monnaie de mesure. La Société exerce des activités dans deux régions géographiques : l'Amérique du Nord, qui inclut le Canada et les États-Unis, et l'étranger, qui englobe tous les autres territoires.

Le 9 octobre 2002, la Société a annoncé la nomination de M. Peter T. Main au sein de son conseil d'administration. M. Main est un gestionnaire expérimenté dans le domaine des jeux vidéo et il siègera au conseil à titre d'administrateur indépendant. De 1987 jusqu'à sa retraite plus tôt cette année, M. Main était vice-président et membre de la haute direction de Nintendo of America, Inc. à Redmond, Washington. Les principales réussites attribuées à Peter Main et son équipe chez Nintendo sont, notamment, la croissance significative des ventes des logiciels et du matériel informatique durant ses quinze années au sein de la société. Avant de se joindre à Nintendo, M. Main a occupé divers postes de haute direction dans les industries de l'alimentation, des boissons et de l'hôtellerie. Natif du Canada, il a débuté sa carrière dans le domaine de la commercialisation chez Colgate Palmolive en 1964.

Le 11 octobre 2002, la Société a annoncé le dépôt d'un prospectus de base RFPV provisoire auprès des autorités provinciales canadiennes en valeurs mobilières, visant un placement secondaire d'une partie des actions ordinaires détenues par certaines sociétés affiliées au groupe Blackstone, un des principaux actionnaires de la société. Victor J. Bertrand ne vendra aucune de ses actions dans le cadre de ce placement. Également, la Société n'émettra aucune nouvelle action du trésor.

Le 28 octobre 2002, une proposition de politique de divulgation continue a été présentée au conseil d'administration de la Société. Les objectifs de cette politique sont de s'assurer que les informations destinées aux investisseurs sont divulguées à temps, basées sur des faits, qu'elles sont également précises et largement disséminées, conformément à toutes les conditions légales applicables. Cette politique permettra également d'informer les employés, les gestionnaires et les membres du conseil d'administration de l'approche de la Société en matière de divulgation de l'information.



Résultats d'exploitation

Le tableau suivant présente un résumé des principales données financières consolidées en regard de données comparables pour la même période de l'exercice précédent :

	Trimestres terminés les 30 septembre				Neuf mois terminés les 30 septembre			
	2002		2001		2002		2001	
(tous les montants sont en milliers de dollars US, à l'exception des montants relatifs aux actions)	\$	% des produits d'exploitation nets	\$	% des produits d'exploitation nets	\$	% des produits d'exploitation nets	\$	% des produits d'exploitation nets
Produits d'exploitation nets	66 665	100,0%	51 739	100,0%	107 931	100,0%	82 147	100,0%
Coût des produits vendus	34 141	51,2%	26 943	52,1%	57 677	53,4%	45 297	55,1%
Bénéfice brut	32 524	48,8%	24 796	47,9%	50 254	46,6%	36 850	44,9%
Frais de marketing, de recherche et développement et de publicité	8 053	12,1%	6 663	12,9%	13 326	12,3%	10 475	12,8%
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	8 283	12,4%	5 622	10,9%	20 645	19,1%	15 210	18,5%
(Gain) perte de change	145	0,2%	(256)	(0,5%)	(25)	0,0%	959	1,2%
Éléments inhabituels	-	0,0%	113	0,2%	5 816	5,4%	3 162	3,8%
Bénéfice d'exploitation	16 043	24,1%	12 654	24,5%	10 492	9,7%	7 044	8,6%
Frais d'intérêt, montant net	761	1,1%	2 527	4,9%	3 602	3,3%	7 871	9,6%
Bénéfice avant impôts	15 282	22,9%	10 127	19,6%	6 890	6,4%	(827)	(1,0%)
Impôts sur les bénéfices	4 901	7,4%	3 672	7,1%	452	0,4%	(148)	(0,2%)
Bénéfice net (perte nette)	10 381	15,6%	6 455	12,5%	6 438	6,0%	(679)	(0,8%)
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,39		0,33		0,28		(0,04)	
Dilué ⁽¹⁾	0,36		-		0,25		-	
Bénéfice par action avant éléments inhabituels ⁽²⁾								
De base	0,39		0,33		0,37		0,07	
Dilué ⁽¹⁾	0,36		-		0,33		-	
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation - de base								
De base	26 808 369		19 524 251		23 393 103		19 154 287	
Dilué ⁽¹⁾	29 189 836		-		25 619 807		-	
BAIIA⁽³⁾	18 014	27,0%	13 611	26,3%	20 565	19,1%	13 765	16,8%
Données en dollars CA⁽⁴⁾								
Produits d'exploitation nets	105 751		82 074		171 211		130 310	
BAIIA ⁽³⁾	28 576		21 591		32 622		21 835	
Bénéfice net (perte nette)	16 467		10 240		10 213		(1 077)	
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,62		0,52		0,44		(0,06)	
Dilué ⁽¹⁾	0,57		-		0,40		-	

(1) L'effet dilutif des options en circulation selon la méthode du rachat d'actions ne peut être déterminé, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2001, puisque le cours moyen des actions ordinaires, pour les périodes requises, ne peut être établi au prix d'un effort raisonnable.

(2) La perte par action avant les éléments inhabituels est calculée en excluant tous les éléments inhabituels ainsi que tous les ajustements d'impôts non récurrents.

(3) Le BAIIA représente le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement, perte de change et éléments inhabituels. Le BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure du rendement financier en vertu des principes comptables généralement reconnus. Les éléments exclus du BAIIA sont importants pour la compréhension et l'évaluation du rendement financier. Le BAIIA est une mesure clé utilisée par la direction afin d'évaluer les activités de la Société et de fournir des renseignements utiles aux investisseurs. Le BAIIA ne devrait pas être pris en considération hors contexte et ne peut remplacer le bénéfice net, les flux de trésorerie liés à l'exploitation, à l'investissement et au financement, ni toute autre donnée des états financiers présentée dans les états financiers consolidés à titre d'indicateurs du rendement financier ou des liquidités. Puisque le BAIIA n'est pas une mesure établie conformément aux principes comptables généralement reconnus, le BAIIA, comme il est présenté, ne peut être comparé à d'autres mesures semblables d'autres sociétés.

(4) Les données financières en dollars US sont converties en dollars CA au 30 septembre 2002, au taux de change de 1,5863 \$ CA pour 1,00 \$ US, selon la méthode de conversion de convenance.

Produits d'exploitation nets

Les produits d'exploitation nets pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002 se sont chiffrés à 66,7 M\$ comparativement à 51,7 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2001, soit une augmentation de 28,8 %. En Amérique du Nord, les produits d'exploitation nets se sont accrus, passant de 33,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2001 à 40,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2002, ce qui constitue une croissance de 7,0 M\$ ou 21,0 %. La Société a également enregistré une hausse de ses produits d'exploitation nets découlant de ses activités à l'étranger qui sont passés de 18,5 M\$ en 2001 à 26,5 M\$ en 2002, soit une hausse de 7,9 M\$ ou 42,9 %. Au cours du troisième trimestre de 2002, le succès continu des gammes de produits de la Société, l'introduction de nouveaux produits, l'augmentation de l'espace occupé par les produits de la Société sur les étalages, les promotions, l'expansion dans de nouveaux marchés internationaux et le progrès obtenu dans le développement de nouveaux créneaux de vente pour nos produits ont tous contribué à la croissance globale de la Société.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, les produits d'exploitation nets ont progressé de 31,4 % pour s'établir à 107,9 M\$, comparativement à 82,1 M\$ pour la période correspondante de 2001.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002 s'est établi à 32,5 M\$, comparativement à 24,8 M\$ pour la même période en 2001, soit une augmentation de 7,7 M\$ ou 31,2%. Exprimé en pourcentage des produits d'exploitation nets, le bénéfice brut s'est établi à 48,8 % pour le troisième trimestre, comparativement à 47,9 % pour la même période en 2001. L'augmentation du bénéfice brut reflète principalement la progression des ventes, de même qu'un changement favorable dans l'assortiment des produits vendus.

Pour la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, le bénéfice brut a totalisé 50,3 M\$, contre 36,9 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une progression de 13,4 M\$ ou 36,4 %. Exprimé en pourcentage des produits d'exploitation nets, le bénéfice brut s'est établi à 46,6 % pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2002, comparativement à 44,9 % pour la période correspondante de 2001.

Frais de marketing, de recherche et développement et de publicité

Les frais de marketing, de recherche et développement et de publicité pour le troisième trimestre de 2002 se sont établis à 8,1 M\$, comparativement à 6,7 M\$ pour la même période en 2001, soit une augmentation de 1,4 M\$ ou 20,9 %. Les frais de marketing, de recherche et développement

et de publicité ont représenté 12,1 % des produits d'exploitation nets pour le troisième trimestre de 2002, comparativement à 12,9 % pour la même période en 2001. Cette diminution en pourcentage des produits d'exploitation nets résulte principalement d'une augmentation du volume des produits d'exploitation nets. Les participations publicitaires versées aux clients ont augmenté proportionnellement aux produits d'exploitation nets.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, les frais de marketing, de recherche et développement et de publicité ont atteint 13,3 M\$, comparativement à 10,5 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une augmentation de 2,9 M\$ ou 27,2 %. Les frais de marketing, de recherche et développement et de publicité ont représenté 12,3 % des produits d'exploitation nets pour la période terminée le 30 septembre 2002, comparativement à 12,8 % pour la même période en 2001.

Autres frais de vente, de distribution et d'administration

Les autres frais de vente, de distribution et d'administration pour le troisième trimestre de 2002 se sont établis à 8,3 M\$, comparativement à 5,6 M\$ pour la même période en 2001, soit une augmentation de 2,7 M\$ ou 47,3 %. Les autres frais de vente, de distribution et d'administration ont représenté 12,4 % des produits d'exploitation nets pour le troisième trimestre de 2002, comparativement à 10,9 % pour la même période en 2001. L'augmentation en pourcentage a été, en majeure partie, attribuable à une hausse des coûts locaux liés à la distribution internationale, l'augmentation de la force de vente ainsi qu'à la hausse des frais d'assurances.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, les autres frais de vente, de distribution et d'administration ont atteint 20,6 M\$, comparativement à 15,2 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une hausse de 5,4 M\$ ou 35,7 %. Les autres frais de vente, de distribution et d'administration ont représenté 19,1 % des produits d'exploitation nets pour la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, comparativement à 18,5 % pour la même période en 2001.

BAIIA

En conséquence de ce qui précède, le BAIIA pour le troisième trimestre de 2002 s'est chiffré à 18,0 M\$, comparativement à 13,6 M\$ pour la même période en 2001, ce qui représente une amélioration de 4,4 M\$ ou 32,3 %. Exprimé en pourcentage des produits d'exploitation nets, le BAIIA s'est établi à 27,0 % pour le troisième trimestre, comparativement à 26,3 % pour la même période en 2001.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, le BAIIA s'est établi à 20,6 M\$, comparativement à 13,8 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une amélioration de 6,8 M\$ ou 49,4 %. Le BAIIA a représenté 19,1 % des produits d'exploitation nets pour la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, comparativement à 16,8 % pour la même période en 2001.

(Gain) perte de change

La perte de change pour le troisième trimestre de 2002 s'est chiffrée à 0,1 M\$, par rapport à un gain de change de 0,3 M\$ pour la même période en 2001, soit une diminution de 0,4 M\$. Cette perte de change est attribuable surtout à l'incidence défavorable de la détérioration de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, le gain de change s'est élevé à 25,000 \$, comparativement à une perte de change de 1,0 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une amélioration de 1,0 M\$.

Éléments inhabituels

Il n'y avait aucun élément inhabituel pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, les éléments inhabituels ont totalisé 5,8 M\$, comparativement à 3,2 M\$ pour la même période en 2001. Les éléments inhabituels comprenaient essentiellement les dépenses liées directement au premier appel public à l'épargne (le " placement ") de la Société, y compris une charge non récurrente de 2,6 M\$ inscrite relativement aux primes de liquidités liées à la clôture du placement de la Société et une charge de 2,3 M\$ découlant de l'annulation de tous les engagements de prêt aux termes de la facilité de crédit existante de la Société. De plus, la Société a engagé une charge non récurrente de 0,7 M\$ au titre de services professionnels rendus dans le cadre du règlement de la vérification fiscale effectuée par l'ADRC. Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2001, les éléments inhabituels étaient composés principalement d'une charge non récurrente de 1,6 M\$ relative aux dépenses de déménagement liées à la relocalisation des installations de la Société et d'une charge de 1,4 M\$ engagée relativement à une modification apportée à la facilité de crédit précédente de la Société.

Bénéfice d'exploitation

En conséquence de ce qui précède, le bénéfice d'exploitation pour le troisième trimestre de 2002 s'est établi à 16,0 M\$, comparativement à 12,7 M\$ pour la même période en 2001, soit une hausse de 3,4 M\$ ou 26,8 %.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 10,5 M\$, comparativement à 7,0 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une amélioration de 3,5 M\$ ou 48,9%.

Frais d'intérêt

Les frais d'intérêt pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002 ont totalisé 0,8 M\$, comparativement à 2,5 M\$ pour la même période en 2001, ce qui représente une diminution de 1,8 M\$ ou 69,9 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du niveau d'endettement à la suite de la clôture du premier appel public à l'épargne, le 9 mai 2002.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, les frais d'intérêt se sont élevés à 3,6 M\$, contre 7,9 M\$ pour la période correspondante de 2001, soit une diminution de 4,3 M\$ ou 54,2 %.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2002 s'est établi à 4,9 M\$, comparativement à 3,7 M\$ pour la même période en 2001. Le taux d'imposition effectif de la Société a été de 32,1 % au troisième trimestre de 2002.

Bénéfice net (perte nette)

En conséquence de ce qui précède, le bénéfice net de la Société pour le troisième trimestre de 2002 s'est chiffré à 10,4 M\$ ou 0,39 \$ par action, comparativement à 6,5 M\$ ou 0,33 \$ par action pour la même période de 2001. Le bénéfice par action représente une amélioration de 0,06 \$ ou 18,2 % par rapport à la période correspondante de 2001, compte tenu de l'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions en circulation de 37,3 %.

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002, le bénéfice net de la Société s'est chiffré à 6,5 M\$ ou 0,28 \$ par action, comparativement à une perte nette de 0,7 M\$ ou 0,04 \$ par action pour la même période en 2001, soit une amélioration de 7,1 M\$ ou 0,32 \$ par action. Le bénéfice par action, avant éléments inhabituels, s'est établi à 0,37 \$ en 2002, soit une amélioration de 0,30 \$ par action par rapport à la période correspondante de 2001, compte tenu de l'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions en circulation de 22,1 %.

Fluctuations trimestrielles et caractère saisonnier

Historiquement, la Société a observé des fluctuations trimestrielles importantes touchant ses résultats d'exploitation et la direction prévoit que ces fluctuations se poursuivront dans l'avenir. Les résultats d'exploitation trimestriels ne sont pas nécessairement une indication des résultats de toute période future. Les deux premiers trimestres de la Société sont habituellement moins rentables puisque les produits d'exploitation nets reculent, mais les charges d'exploitation fixes restent relativement stables. Ces fluctuations saisonnières sont également vécues par de nombreuses autres sociétés de jouets, comme en témoignent leurs résultats.

Situation de trésorerie et sources de financement

Le caractère saisonnier de l'industrie des jouets entraîne des besoins en fonds de roulement variables tout au long de l'exercice. Les besoins en fonds de roulement de la Société augmentent habituellement au cours des trois premiers trimestres, au moment où les stocks sont accrus en vue de la hausse des ventes durant la période précédant le temps des fêtes.

Au 30 septembre 2002, la Société avait emprunté 19,0 M\$ en vertu du prêt à terme rotatif laissant un montant disponible s'élevant à 16,0 M\$ en vertu de cette même facilité. Le total de la dette s'élevait à environ 60,5 M\$, ce qui représente un ratio d'endettement par rapport au BAIIA d'approximativement 1,46x.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation, compte tenu des variations des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation, se sont chiffrés à 20,6 M\$ au troisième trimestre de 2002, comparativement à 17,5 M\$ pour la même période en 2001. Les comptes débiteurs clients ont augmenté proportionnellement aux produits d'exploitation nets. Également, le niveau d'inventaire plus élevé reflète l'anticipation de la demande de produits pour le prochain trimestre.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour le troisième trimestre de 2002 se sont établis à 18,9 M\$, contre 18,5 M\$ pour la même période en 2001. Au cours du troisième trimestre de 2002, les activités de financement ont généré environ 19,0 M\$ provenant de notre prêt à terme rotatif, principalement pour le financement du fonds de roulement saisonnier.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le troisième trimestre de 2002 étaient comparables à ceux de la même période en 2001, soit un montant de 1,5 M\$ composé principalement de dépenses en immobilisations pour soutenir l'introduction de nouvelles gammes de produits.

Risque de change

La Société est exposée à des risques du marché imputables aux fluctuations des taux de change, principalement aux variations de la valeur du dollar US par rapport aux autres devises comme le dollar canadien, l'euro, la livre sterling et le peso mexicain. La politique de la Société est d'atténuer, le cas échéant, son exposition aux risques de marché en couvrant partiellement une telle exposition au moyen de contrats de change à terme couvrant principalement les charges libellées en dollars canadiens et les opérations intersociétés libellées en d'autres devises.

Nouvelles normes comptables

Le 1er janvier 2002, la Société a adopté les nouvelles recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés ("ICCA") intitulé "*Rémunérations et autres paiements à base d'actions*". Ce nouveau chapitre définit les normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions versées en contrepartie de biens et de services. Ce chapitre exige que les attributions directes d'actions et les passifs dont la valeur est basée sur le prix des actions ordinaires soient mesurés à la juste valeur à chaque date de publication des états financiers, et que les changements de justes valeurs soient comptabilisés à l'état des résultats. De plus, l'ICCA favorise, mais n'exige pas, l'utilisation de la méthode de la juste valeur pour tous les autres types de programmes de rémunérations à base d'actions. La nouvelle norme exige également que les renseignements pro forma liés au bénéfice net et au bénéfice par action soient inscrits comme si la méthode de la juste valeur avait été utilisée.

Aucun des régimes de la Société n'est admissible à titre d'attributions directes d'actions ou à titre de régime créant des passifs dont la valeur est basée sur le prix des actions ordinaires. En conséquence, la mise en application de ce chapitre n'a eu aucun effet sur les états financiers. La Société a choisi de ne pas utiliser la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ses régimes de rémunération à base d'actions. Si le coût de rémunération pour la Société relativement à la rémunération à base d'actions avait été établi au moyen de la méthode de la juste valeur, le bénéfice net pro forma de la Société se serait établi à 9,8 M\$ ou 0,37 \$ par action pour le trimestre terminé le 30 septembre 2002 et à 5,5 M\$ ou 0,24 \$ par action pour la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 septembre 2002.

L'ICCA a publié récemment des modifications au chapitre 1650 du Manuel, intitulé "*Conversion des devises étrangères*". Avec prise d'effet le 1er janvier 2002, les normes exigent que tous les gains et les pertes de change non matérialisés sur des actifs et des passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et les passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme, qui étaient auparavant reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie résiduelle des éléments connexes. Ces modifications seront appliquées rétroactivement sans retraitement des exercices antérieurs. Au 1er janvier 2002, les crédits reportés comprenaient un montant de 544 000 \$ lié à des gains de change non matérialisés qui ont été portés au crédit des bénéfices non répartis.

MEGA BLOKS INC.

États consolidés des résultats

(en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action)
(non vérifié)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001	2002	2001
	\$	\$	\$	\$
Produits d'exploitation - nets	66 665	51 739	107 931	82 147
Coût des produits vendus	34 141	26 943	57 677	45 297
Bénéfice brut	32 524	24 796	50 254	36 850
Frais de marketing, de recherche et développement et de publicité	8 053	6 663	13 326	10 475
Autres frais de vente, de distribution et administratifs	8 283	5 622	20 645	15 210
(Gain) perte de change	145	(256)	(25)	959
Éléments inhabituels (note 9)	-	113	5 816	3 162
Bénéfice d'exploitation	16 043	12 654	10 492	7 044
Frais d'intérêts	761	2 527	3 602	7 871
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	15 282	10 127	6 890	(827)
Impôts sur les bénéfices (note 3)	4 901	3 672	452	(148)
Bénéfice net (perte nette)	10 381	6 455	6 438	(679)
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,39	0,33	0,28	(0,04)
Dilué(e) (note 5)	0,36	-	0,25	-
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation				
De base	26 808 369	19 524 251	23 393 103	19 154 287
Diluée	29 189 836	-	25 619 807	-

MEGA BLOKS INC.

États consolidés du déficit
(en milliers de dollars américains)
(non vérifié)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001	2002	2001
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(129 903)	(139 686)	(126 504)	(132 552)
Bénéfice net (perte nette)	10 381	6 455	6 438	(679)
Modification de convention comptable (note 2)	-	-	544	-
Solde à la fin	(119 522)	(133 231)	(119 522)	(133 231)

MEGA BLOKS INC.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars américains)

	30 septembre 2002	31 décembre 2001	30 septembre 2001
	\$ (non vérifié)	\$ (vérifié)	\$ (non vérifié)
Actif			
À court terme			
Encaisse et placements temporaires	2 227	7 954	3 248
Débiteurs - clients	64 187	55 707	52 370
Débiteurs - autres	3 997	3 151	4 699
Stocks	29 595	12 026	26 110
Impôts sur les bénéfices	2 811	-	133
Frais payés d'avance	745	663	2 863
	103 562	79 501	89 423
Immobilisations	32 104	27 018	26 978
Frais reportés	1 678	-	269
	137 344	106 519	116 670
Passif			
À court terme			
Découvert bancaire	-	1 416	2 488
Créditeurs et charges à payer	37 448	16 613	30 389
Impôts sur les bénéfices	-	562	-
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	3 735	5 097	4 103
	41 183	23 688	36 980
Crédits reportés	-	544	508
Dette à long terme (note 7)	56 717	108 753	116 098
Impôts futurs	6 080	10 321	6 598
	103 980	143 306	160 184
Avoir des actionnaires (déficit)			
Capital-actions (note 8)	152 886	89 717	89 717
Déficit	(119 522)	(126 504)	(133 231)
	33 364	(36 787)	(43 514)
	137 344	106 519	116 670

MEGA BLOKS INC.

États consolidés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains)
(non vérifié)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001	2002	2001
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	10 381	6 455	6 438	(679)
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces				
(Gain) perte de change	145	(256)	(25)	959
Amortissements	1 826	1 100	4 282	2 600
Autre	173	3 672	(1 532)	2 129
	12 525	10 971	9 163	5 009
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(33 094)	(28 430)	(12 198)	(4 830)
	(20 569)	(17 459)	(3 035)	179
Activités de financement				
Produits de la dette à long terme	-	216	40 000	270
Variation du prêt à terme rotatif	19 000	18 400	(24 500)	(600)
Remboursement de la dette à long terme	(73)	(931)	(69 851)	(3 220)
Émission d'actions	1	-	63 168	7 500
Augmentation (diminution) des charges reportées	-	-	(2 055)	-
Augmentation (diminution) des crédits reportés	-	773	-	579
	18 928	18 458	6 762	4 529
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations	(1 480)	(1 547)	(8 038)	(6 614)
Produits sur disposition d'immobilisations	-	-	-	3 413
	(1 480)	(1 547)	(8 038)	(3 201)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(3 121)	(548)	(4 311)	1 507
Espèces et quasi-espèces au début	5 348	1 308	6 538	(747)
Espèces et quasi-espèces à la fin	2 227	760	2 227	760
Information supplémentaire :				
Intérêts payés	625	3 733	3 969	9 564
Impôts sur les bénéfices payés	4 768	-	6 477	182

Les espèces et quasi-espèces se composent de l'encaisse et placements temporaires et du découvert bancaire.

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes de trois et neuf mois terminées les 30 septembre 2002 et 2001 (non vérifié)

1. Présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars US, puisqu'il s'agit de la monnaie de mesure de la Société, et ils ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada qui exigent que la direction procède à des estimations et établisse des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, selon les mêmes principes que ceux qui ont été suivis pour les plus récents états financiers vérifiés mentionnés dans la note 1. Ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus de concert avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2001.

2. Principales conventions comptables

Régimes de rémunération à base d'actions

Le 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté les nouvelles recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés ("ICCA") intitulé "*Rémunérations et autres paiements à base d'actions*". Ce nouveau chapitre définit les normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions versées en contrepartie de biens et de services. Ce chapitre exige que les attributions directes d'actions et les passifs dont la valeur est basée sur le prix des actions ordinaires soient mesurés à la juste valeur à chaque date de publication des états financiers, et que les changements de justes valeurs soient comptabilisés à l'état des résultats. De plus, l'ICCA favorise, mais n'exige pas, l'utilisation de la méthode de la juste valeur pour tous les autres types de régimes de rémunération à base d'actions. La nouvelle norme exige également que les renseignements pro forma liés au bénéfice net et au bénéfice par action soient inscrits comme si la méthode de la juste valeur avait été utilisée.

Aucun des régimes de la Société n'est admissible à titre d'attributions directes d'actions ou à titre de régime créant des passifs dont la valeur est basée sur le prix des actions ordinaires. En conséquence, la mise en application de ce chapitre n'a eu aucun effet sur les états financiers. La Société a choisi de ne pas utiliser la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ses régimes de rémunération à base d'actions. Si le coût de rémunération pour la Société relativement à la rémunération à base d'actions avait été établi au moyen de la méthode de la juste valeur, le

bénéfice net pro forma de la Société se serait établi à 9,8 M\$ ou 0,37 \$ par action pour le trimestre terminé le 30 septembre 2002 et à 5,5 M\$ ou 0,24 \$ par action pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2002.

Conversion des devises

L'ICCA a publié récemment des modifications au chapitre 1650 du Manuel, "*Conversion des devises étrangères*". Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2002, les normes exigent que tous les gains et les pertes de change non matérialisés sur des actifs et des passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et les passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme, qui étaient auparavant reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie résiduelle des éléments connexes. Ces modifications seront appliquées rétroactivement sans retraitement des exercices antérieurs. Au 1^{er} janvier 2002, les crédits reportés comprenaient un montant de 544 000 \$ lié à des gains de change non matérialisés qui ont été portés au crédit des bénéfices non répartis.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré des actions en circulation durant la période. Avec effet le 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté de façon rétroactive les recommandations du chapitre 3500 du Manuel de l'ICCA, intitulé "*Résultat par action*". En vertu de l'adoption de la norme révisée, la Société utilise la méthode du rachat d'actions pour calculer le bénéfice dilué par action. Cette méthode exige que les produits potentiels provenant de la levée des options d'achat soient utilisés pour le rachat des actions ordinaires de la Société au cours moyen du marché durant la période. En conséquence, le nombre d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice dilué par action en sera réduit d'autant.

États financiers intermédiaires

Avec effet le 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté les normes du chapitre 1751 du Manuel de l'ICCA, intitulé "*États financiers intermédiaires*". Les déterminations du revenu comptable aux dates intermédiaires reposent évidemment beaucoup plus sur des estimations qu'en fin d'exercice annuel et les résultats des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement une indication des résultats annuels. La direction est d'avis que les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2002 et 2001.

3. Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition utilisé pour calculer la charge d'impôts des résultats trimestriels est le taux prévu par la loi applicable à chacune des filiales de la Société. Le taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2002 correspond à 33,3 %.

4. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, soit celui de la fabrication et de la distribution de jouets.

Information géographique

Les tableaux suivants présentent l'information par région géographique. Les produits d'exploitation sont répartis entre les pays suivant l'emplacement des clients :

(en milliers de dollars US)	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001	2002	2001
Produits d'exploitation nets				
Canada	4 191	3 143	6 989	4 928
États-Unis	36 010	30 076	58 875	50 504
Autres pays	26 464	18 520	42 067	26 715
	66 665	51 739	107 931	82 147

5. Bénéfice par action

Le bénéfice par action historique ne reflète pas le bénéfice par action courant de la Société en raison de la restructuration du capital mentionnée à la note portant sur le capital-actions. Par conséquent, les données par action présentées ci-dessous ont été calculées comme si la restructuration avait eu lieu.

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001	2002	2001
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,39 \$	0,33 \$	0,28 \$	(0,04 \$)
Dilué	0,36 \$	-	0,25 \$	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
De base	26 808 369	19 524 251	23 393 103	19 154 287
Dilué	29 189 836	-	25 619 807	-

L'effet dilutif des options en circulation selon la méthode du rachat d'actions ne peut être déterminé, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2001, puisque le cours moyen des actions ordinaires, pour les périodes requises, ne peut être établi au prix d'un effort raisonnable.

6. Caractère saisonnier des opérations

Historiquement, les deux premiers trimestres de l'exercice financier ont toujours présenté un niveau d'activité inférieur et des résultats plus faibles que ceux des deux derniers trimestres.

7. Dette à long terme

Parallèlement à la clôture du placement, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit avec un consortium bancaire qui prévoit les facilités d'emprunt suivantes : a) une facilité de crédit opérationnelle de 35,0 M\$ échéant en mai 2007; b) une facilité à terme de cinq ans de 15,0 M\$ remboursable en versements annuels égaux; et c) une facilité à terme de six ans de 25,0 M\$, dont 95 % du solde sera payable à l'échéance. Les emprunts en vertu de la nouvelle facilité de crédit ont été affectés, conjointement

au produit net tiré du placement, au remboursement de toute dette impayée de la Société en vertu de la facilité de crédit existante et des frais et dépenses connexes. Au 9 mai 2002, environ 89,2 M\$ étaient impayés en vertu de la facilité de crédit existante. Au 30 septembre 2002, la Société disposait de 16,0 M\$ en vertu de sa facilité de crédit opérationnelle.

Selon les termes de la facilité de crédit existante, des frais approximatifs de 2,3 M\$ ont été payés au consortium bancaire après l'annulation de tous les engagements de prêts. Ce montant a été inscrit à titre d'élément inhabituel durant le deuxième trimestre de l'exercice (voir note 9). De plus, les prêteurs de la nouvelle facilité de crédit ont reçu des honoraires d'un montant de 1,5 M\$ à la conclusion de la facilité. Ce montant est amorti sur la durée de la nouvelle facilité de crédit.

8. Capital-actions

Restructuration du capital-actions

Immédiatement avant la clôture du placement, la Société a approuvé une restructuration selon laquelle, i) tous les détenteurs des actions ordinaires émises et en circulation de catégorie B (10 917 actions ayant une valeur comptable de 0,1 M\$) et de catégorie C (12 000 actions ayant une valeur comptable de 69,7 M\$) ont converti ces actions en actions ordinaires de catégorie A (22 917 actions ayant une valeur comptable de 69,8 M\$), à raison de une action pour une action; ii) les statuts de la Société ont été modifiés afin a) de modifier certaines dispositions se rattachant aux actions ordinaires de catégorie A, b) de diviser la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de catégorie A (1 501 866) à raison de 13 actions ordinaires de catégorie A (19 524 251) pour chaque action ordinaire de catégorie A, c) de renommer les actions ordinaires de catégorie A (19 524 251 actions ayant une valeur comptable de 89,7 M\$) en actions ordinaires (19 524 251 actions ayant une valeur comptable de 89,7 M\$), et d) d'annuler toutes les catégories d'actions ordinaires autorisées mais non émises.

Premier appel public à l'épargne

Le 9 mai 2002, la Société a clôturé avec succès son premier appel public à l'épargne. En vertu de ce placement, la Société a émis 7 250 000 actions de trésorerie au prix de 14,50 \$ CA l'action pour un produit brut de 105,1 M\$ CA ou 67,2 M\$ avant toutes dépenses liées à l'émission d'actions de 4,0 M\$ (net d'impôts sur les bénéfices de 1,8 M\$). À la suite de la clôture de son placement, la Société a encouru une charge de 2,6 M\$ à titre de primes de liquidités.

Divulgaration de renseignements sur la rémunération à base d'actions au deuxième trimestre de 2002

Un nouveau régime d'options d'achat d'actions est entré en vigueur au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2002, immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne. Aux termes de ce régime, les actions ordinaires peuvent être achetées à un prix égal à leur valeur marchande à la date de l'octroi de l'option, et la durée maximale de celle-ci est de dix ans. Le droit de lever les options est acquis sur une période de trois ans. La Société a réservé jusqu'à concurrence de 1 625 000 options à être octroyées aux administrateurs, aux cadres et aux employés de la Société et de ses filiales.

8. Capital-actions (suite)

Le tableau ci-dessous présente un résumé des options d'achat d'actions en cours au 30 septembre 2002 :

Options	Prix de levée par action	Moyenne pondérée du prix de levée
		(en dollars CA)
En cours au 31 déc. 2001	2 578 173	3,85 \$
Octroyées	1 422 086	14,50 \$
Confisquées	(4 200)	14,50 \$
Levées	(750)	3,85 \$
En cours au 30 sept. 2002	3 995 309	3,85 \$ à 14,50 \$
Options pouvant être levées au 30 septembre 2002	2 507 626	3,85 \$

Si le coût de la Société au titre de la rémunération à base d'actions avait été établi au moyen de la méthode de la juste valeur, le bénéfice net pro forma de la Société se serait établi comme suit :

(en milliers de dollars US)	Trois mois terminés le 30 septembre 2002	Neuf mois terminés le 30 septembre 2002
Bénéfice net		
Déclaré	10 381 \$	6 438 \$
Pro forma	9 825 \$	5 509 \$
Bénéfice par action		
Déclaré	0,39 \$	0,28 \$
Pro forma		
- De base	0,37 \$	0,24 \$
- Dilué	0,34 \$	0,22 \$

Les résultats pro forma ci-dessus ne reflètent que l'incidence de la juste valeur des options octroyées depuis l'adoption, le 1^{er} janvier 2002, des nouvelles recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, intitulé "Rémunérations et autres paiements à base d'actions". Par conséquent, il est possible que l'incidence pro forma ci-dessus ne soit pas une indication de l'incidence pro forma dans les périodes futures.

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date de l'octroi au moyen du modèle de Black et Scholes et selon les hypothèses suivantes :

Taux de dividende des actions	0 %
Volatilité prévue	33 %
Taux d'intérêt sans risque	5,64 %
Durée de vie prévue	8 ans

La moyenne pondérée de la juste valeur des options octroyées au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2002 est de 7,31 \$ CA.

9. Éléments inhabituels

(en milliers de dollars US)

	Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2002	2001
Primes de liquidités liées à un événement	2 567	-
Annulation de la facilité de crédit existante	2 309	-
Refinancement de la facilité de crédit	-	1 389
Déménagement des installations de fabrication	-	1 581
Règlement de la vérification fiscale effectuée par l'ADRC	720	-
Autres	220	192
	5 816	3 162

10. Engagements et éventualités

a) Durant les neuf mois terminés le 30 septembre 2002, la Société s'est installée dans un nouvel entrepôt, au coût de 12,8 M\$, lequel deviendra le principal centre de distribution de la Société. La Société a signé une entente de 10 ans et les loyers annuels minimaux (excluant certains frais d'occupation) à payer pour les cinq prochaines années s'établissent comme suit :

	(en milliers de dollars US)
2002 (octobre à décembre)	160
2003	849
2004	1 170
2005	1 294
2006	1 295

b) Le 30 mai 2002, la Section de première instance de la Cour fédérale du Canada a rejeté l'action intentée contre la Société le 20 décembre 1996 par Kirkbi AG et LEGO Canada Inc. (collectivement, "LEGO"). Au moyen de cette action, LEGO prétendait avoir des droits exclusifs sur l'"aspect" des boutons de leur brique standard LEGO et alléguait que la fabrication et la vente des blocs de construction "Micro" MEGA BLOKS² de la société constituaient une concurrence déloyale en vertu de la *Loi sur les marques de commerce*. Le 20 juin 2002, LEGO a porté la décision en appel auprès de la Cour fédérale d'appel.

c) Au cours du deuxième trimestre de 2002, la Société a reçu et accepté une proposition de nouvelle cotisation de l'Agence des douanes et du revenu du Canada ("ADRC") pour la période couvrant les exercices 1996 à 1999 de la Société. En vertu de cette proposition, l'ADRC rejette le traitement de certaines dépenses déduites par la Société. Les dépenses rejetées par l'ADRC ont trait, pour la plupart, à l'opération de restructuration du capital effectuée en 1996. Selon les estimations de la Société, le total des impôts sur les bénéfices autrement exigibles, y compris les intérêts courus à compter du rejet des dépenses susmentionnées, s'élèverait à environ 1,2 M\$. Durant l'exercice terminé le 31 décembre 2001, la Société a inscrit une provision pour impôts non récurrente de 3,0 M\$ relativement à la vérification fiscale effectuée par l'ADRC. Par conséquent, une contrepassation d'environ 1,8 M\$ de cette provision pour impôts non récurrente a été portée aux bénéfices au cours du trimestre terminé le 30 juin 2002.

11. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 11 octobre 2002, la Société a annoncé le dépôt d'un prospectus de base RFPV provisoire auprès des autorités provinciales canadiennes en valeurs mobilières visant la vente d'une partie des actions ordinaires détenues par certaines compagnies affiliées à The Blackstone Group, l'un des principaux actionnaires de la société.